



▣ Entrevue avec Madame l'eurodéputée Tilly Metz (Les Verts, LU) ▣

En tant que députée au Parlement européen auprès du Groupe Les Verts, Madame Tilly Metz est vice-présidente de la Commission SANT sur la santé publique, membre de la Commission sur l'environnement, le climat et la sécurité alimentaire (ENVI) ainsi que vice-présidente de la Délégation pour les relations avec l'Afrique du Sud (DZA). Pour finir, elle est également membre des Commissions AGRI et TRAN.

Le Cercle a eu le plaisir de rencontrer l'eurodéputée Tilly Metz. Enseignante de profession et engagée chez les Verts luxembourgeois depuis 2001, Madame Metz a notamment occupé la fonction de bourgmestre de la commune de Weiler-la-Tour (Luxembourg) pendant six ans avant de devenir députée européenne en 2018.



Cette rencontre a entre autres permis de discuter de ses priorités et perspectives au sein du Parlement en matière de santé publique. Nous avons également évoqué la vague de simplification en cours pour revenir sur ses effets divers pour les entreprises. Retour et vue d'ensemble sur les textes clés en cours de travail.

Concernant la création d'une commission dédiée à la santé

La création d'une commission santé est une avancée, mais sa séparation d'ENVI pose problème. Une approche *One Health* reste essentielle, car la pollution, l'alimentation et l'usage des antibiotiques en élevage affectent directement la santé. Cette nouvelle commission offre toutefois plus de visibilité aux enjeux de santé publique. Plusieurs députés sont aussi à la fois membres d'ENVI et de la commission SANT, ce qui permet d'assurer une certaine cohérence entre les questions environnementales et sanitaires. Toutefois, la création d'une commission Santé distincte pourrait faciliter le lobbying de l'industrie

pharmaceutique. Mais ces groupes d'intérêts savent influencer, quelle que soit l'organisation institutionnelle.

Concernant les priorités sanitaires en Europe

Deux urgences : préserver l'approche *One Health* et lutter contre les pénuries de médicaments et de personnel soignant, un problème structurel touchant toute l'UE. En tant que *shadow rapporteur* sur le *Critical Medicine Act* pour les Verts, Madame Metz défend des solutions pour garantir un accès équitable aux médicaments essentiels. Par exemple, relocaliser partiellement la production en Europe. La santé ne peut pas être soumise aux seules lois du marché. C'est une question de justice sociale et de souveraineté sanitaire pour l'Europe.

Le *Pharma Package* et le *Critical Medicine Act* visent à renforcer l'approvisionnement et la coordination face aux pénuries. L'objectif est de mettre en place des régulations plus strictes pour assurer un approvisionnement stable et une meilleure coordination européenne face aux pénuries.

Concernant l'urgence de la pénurie de professionnels de santé

L'Europe fait face à un déficit de 1,2 million de soignants, et 2 millions en incluant les professions annexes. Ce n'est pas qu'une question de salaire : le Luxembourg, pourtant riche, est très touché. Conditions de travail, équilibre de vie et organisation des systèmes de santé sont clés. Sans action rapide, la situation va empirer avec le départ en retraite de nombreux professionnels.

Concernant son suivi de près du *Biotech Act* et le bien-être animal

Ce texte est porteur d'espoir pour accélérer la fin des tests sur les animaux qui restent encore pratiqués massivement. Nous attendons une roadmap, une timeline concrète pour un phasing out progressif des tests sur animaux. Elle était initialement prévue pour 2025, mais soyons réalistes, elle ne devrait voir le jour qu'en 2026. Il est essentiel de concilier bien-être animal, innovation et recherche pour avancer sur ce dossier.

À propos d'Omnibus

Le projet Omnibus fragilise les droits humains en réduisant les obligations des entreprises en matière de vigilance. Même des multinationales comme L'Oréal ou Ferrero s'y opposent. Plutôt que de simplifier les procédures, ce texte détricote des protections essentielles sous couvert d'une réforme accélérée. On aurait pu alléger les processus administratifs, proposer des modèles numériques plus accessibles pour centraliser les données, fournir des guides par secteur, ou encore soutenir financièrement les PME pour qu'elles s'adaptent. Mais ce n'est pas ce qui se passe ici : on ne simplifie pas, on dérégule. Et c'est un vrai problème.